

du Travail présentait un bill à cet effet, et qu'il apportait à cette présentation la puissance de son verbe captivant, il réussirait à le faire adopter par cette Chambre, et probablement que la pression du public forcerait l'adoption de ce bill dans l'autre Chambre. Le ministre du Travail est l'homme tout désigné pour présenter un bill de cette nature; il n'appartiendrait pas à un capitaliste tel que le leader du gouvernement de le présenter, car les gens douteraient de sa sincérité. Si ce bill était adopté, nous donnerions l'exemple à la main-d'œuvre et aux ouvriers de ce pays—je devrais dire, aux autres ouvriers du pays—un exemple qu'ils suivraient, j'en ai la conviction.

L'honorable M. LYNCH-STAUTON: Honorables messieurs, nous venons d'entendre des avis de tout genre donnés aux autres personnes sur la possibilité de réduire le coût de la vie et le coût élevé de la main-d'œuvre; mais lorsque mon honorable ami qui vient de prendre son siège nous a indiqué de quelle manière le coût de la main-d'œuvre pouvait être réduit, j'ose dire qu'il n'a pas reçu l'approbation de tout le monde dans cette Chambre; ce qui démontre bien que les hommes de toute catégorie sont éminemment âpres au gain et égoïstes. Le sacrifice de soi est la plus noble vertu qu'on puisse voir dans le monde, et nous désirons la voir pratiquée par d'autres gens, bien que nous l'admirions beaucoup.

L'honorable M. FOWLER: A distance.

L'honorable M. LYNCH-STAUTON: Les réformes ne s'obtiennent que lorsque la nécessité se fait sentir, et la seule manière possible de réduire le coût de la main-d'œuvre et le coût de toute autre chose, c'est par la famine. C'est le seul argument qui prévaudra. Tous les hommes sont semblables, depuis le roi jusqu'au paysan; chaque homme s'occupe de son affaire et garde tout ce qu'il peut. Nous qui touchons \$4,000 par année pour trois mois de travail, si nous allions dire aux gens qui équarrirent les pierres destinées à la construction de cet édifice, qu'en touchant \$10 ou \$15 par jour ils reçoivent trop d'argent et devraient donner l'exemple au Canada, nous nous adresserions à des oreilles aussi sourdes que les nôtres lorsqu'on nous adresse la parole dans cette Chambre. Je considère que toutes ces règles d'économie politique qu'on nous demande d'appliquer sont complètement et absolument inutiles, pour la raison bien simple qu'elles sont toujours ignorées et que le monde marchera de la même manière.

L'hon. M. FOWLER.

Mon honorable ami a parfaitement raison. Tous ces salaires devraient être réduits; de fait, on n'aurait jamais dû les augmenter; et si vous jetez un coup d'œil autour de cet édifice, vous constaterez une extravagance qui a toujours existé et existera toujours parce que personne ne s'occupe de quelqu'un ou de quelque chose si ce n'est de soi-même. J'ose dire qu'en employant un homme à raison de \$20,000 par année, je pourrais épargner un million de dollars annuellement autour d'Ottawa sans congédier un seul individu, mais en empêchant cette extravagance complète et absolue que personne ne se soucie d'empêcher. Pas un seul comité ne s'occupe de ces choses. On envoie d'ici de la papeterie aux députés dans des valises qui coûtent \$4 chacune et qui ne valent pas une chiquenaude pour personne; cependant, personne ne s'embarrasse de demander à ces messieurs de retourner les valises. Une centaine de valises de quatre dollars chacune nous sont distribuées ici: elles sont reléguées dans la maison de chaque représentant, et personne ne s'en occupe.

L'honorable M. FOWLER: Elles ne valent pas le prix qu'on paye pour les expédier par messagerie.

L'honorable M. LYNCH-STAUTON: Les députés ne sont pas tenus de payer des frais de messagerie; ils peuvent parfaitement les retourner ici par le chemin de fer de l'Etat; mais on en achètera des neuves tous les ans à quatre dollars l'unité. Personne ne prend d'intérêt à quoique ce soit si ce n'est à soi-même.

L'honorable M. DANDURAND: Honorables messieurs, s'il faut en croire la morale de mon honorable ami, il semble qu'il soit absolument inutile de donner des conseils au public: nous devrions commencer nous-mêmes à pratiquer la vertu. Cependant, il y a des faits qu'on peut citer en demandant au peuple de les examiner et de tirer ses propres conclusions. Nous avons entendu ce matin deux très intéressantes dissertations sur les causes du chômage et sur quelques remèdes à appliquer. Je faisais partie du comité qui a entendu les quatre ou cinq témoins représentant les diverses activités qui constituent la vie économique de ce pays, et l'on ne pouvait s'empêcher de constater que l'une des principales causes de chômage, la situation économique générale du monde étant mise à part, c'était la question des salaires. Les Français ont un dicton aussi vieux que la vieille France: